

Print

## BOLIVIE: La fiction d'un développement alternatif

Par [Frédéric Thomas](#)

Mondialisation.ca, 18 septembre 2019

[Cetri.be](#) 2 septembre 2019

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/bolivie-la-fiction-dun-developpement-alternatif/5636889>



Le projet minier Casaya, dans le département de Chuquisaca, en Bolivie, est un révélateur des contradictions entre le discours gouvernemental et la pratique. Les enjeux et résistances qu'il soulève jettent une lumière crue sur la situation tant locale que nationale.

« Nous sommes encore dans un État de droit ». Tel sont les premiers mots de Santiago Yupari, conseiller municipal de Sucre, ville historique du sud de la Bolivie, quand je l'interroge sur le projet minier Casaya, qui a provoqué de fortes résistances dans la région [1]. Il poursuit : « le gouvernement a un positionnement corporatiste, d'appui à certains secteurs, dont le secteur minier.

Celui-ci participe au pouvoir en mettant avant ses intérêts plutôt que le bien-être. Dans le discours, nous vivons dans un État environnementaliste, indigéniste, etc., il n'est qu'à voir les principes inscrits dans notre nouvelle Constitution. Dans les faits, on se trouve toujours dans un État minier, et les relations avec les communautés n'ont pas changé, du fait que le secteur minier est déclaré d'utilité publique, et qu'il représente une source importante de revenus ».



### CASAYA ET LE MYTHE DE L'EXPLOITATION MINIÈRE

Le projet minier Casaya agit comme un révélateur du double discours et des contradictions de la stratégie de l'État bolivien. D'un côté, la mise en avant de la Pacha Mama (Mère Terre), la réaffirmation de l'histoire et de l'identité indigènes du pays, la volonté de promouvoir un développement alternatif, sinon une alternative au développement [2]. De l'autre, un pays dépendant de l'extractivisme [3], où les secteurs miniers et d'hydrocarbures (essentiellement le gaz) représentent, en moyenne, 11% du PIB et près de 40% des revenus du gouvernement [4], où le soja transgénique gagne chaque année du terrain, et où les conflits socio-environnementaux se multiplient.

L'exploitation minière est à hauteur de plus de 60% aux mains des entreprises privées (qui exploitent principalement le zinc, le plomb, le cuivre). Les coopératives – il y en aurait un peu plus de 1.800 dont les deux-tiers sont orpailleuses – couvrent 30% de cette exploitation, et constituent surtout l'une des principales sources d'emplois formels du pays, qui seraient au nombre de 122.000. Enfin, le secteur public, à travers l'entreprise Comibol, représente le troisième opérateur. Mais les chiffres de cette répartition sont trompeurs, car une partie des mines de Comibol sont exploitées par des coopératives ou des entreprises privées, sous contrat avec l'acteur public [5].

La rente minière du département de Chuquisaca, dont Sucre est la capitale, a été multipliée par sept en dix ans. Entre 2007 et 2017, Chuquisaca a ainsi perçu 4,7 millions de dollars. Si les chiffres paraissent importants, ils sont à relativiser au regard de sa voisine, Potosí, la grande région historiquement minière du pays, d'où 90% du zinc et du plomb sont extraits. La rente minière de Potosí a rapporté, en 2017, quatre-vingt fois plus [6].

En janvier 2019, s'est constitué au sein du gouvernement de Chuquisaca un Secrétariat de la mine. Objectif ? Renforcer le potentiel minier du département et attirer les investisseurs. L'enjeu est de taille, d'autant que seules dix personnes travaillent dans ce nouveau Secrétariat. Mais le principal défi est ailleurs : dans la résistance des communautés locales, opposées à une activité qui semble parachutée. Ce que reconnaît implicitement David Telez, responsable « prospection et rente » du Secrétariat des mines [7]. « Ici, il n'y a pas de tradition ni même de culture minières comme à Potosí. L'activité a cependant pris de l'ampleur, depuis 2013-2014. Les gens y ont vu une autre source de revenus. Mais, dans la région, des "mineurs" en tant que tels, il n'y en a pas. Nous ne sommes pas des mineurs, nous sommes des agro-mineurs, c'est-à-dire que les gens passent une partie de leur temps à cultiver, à s'occuper du bétail, et une partie à travailler dans les mines ».

Une fédération de seize coopératives minières, dont neuf sont en cours de formalisation, s'est constituée en 2015 dans le département. En tout, elles représentent au maximum quelques 450 mineurs et leurs familles. Casaya est l'une de ces coopératives. Elle est composée d'agriculteurs, de commerçants, de chauffeurs de taxi, etc. Aucun n'a d'expérience minière. Quand plusieurs d'entre eux ont été interrogés sur les raisons qui les avaient poussés à créer cette coopérative, ils ont répondu que l'agriculture était un travail très lourd et n'offrait pas assez de ressources...

Le chef de cabinet du gouvernement départemental, Eberth Almendras, avait affirmé que « dans plus de la moitié des municipalités de Chuquisaca, il y a l'un ou l'autre minerai ». Du zinc et du plomb surtout, mais aussi de l'argent, du cuivre et de l'or. En réalité, il faisait écho à une recension minière ancienne ; guère fiable selon David Telez. Quoiqu'il en soit, Chuquisaca ne représente que 0,4% de

l'exploitation minière du pays.

Mais le mythe minier pèse plus lourd que la prégnance des activités agricoles et des rapports sociaux effectivement à l'œuvre. 25% des légumes consommés à Sucre proviennent de la région de Rio Chico où doit s'implanter le projet minier de Casaya. « Il y a donc un enjeu de santé publique pour nous » affirme Santiago Yupari. « En plus, la municipalité a investi beaucoup d'argent pour appuyer la production locale, organiser des formations, encourager les innovations techniques dans l'agriculture. Tout cela va être ruiné par la mine ».

L'institution Pasos, elle aussi, appuie les paysans et paysannes de cette région, accompagne la production agricole, l'élevage de poissons, et, de manière générale, le développement de circuits commerciaux de l'économie solidaire [8]. Mais plutôt que de créer des secrétariats à la souveraineté alimentaire, au genre et à l'économie sociale et solidaire – secrétariats autrement plus stratégiques et nécessaires –, on préfère encore et toujours miser sur l'extractivisme, habillé d'un langage environnementaliste. « On veut développer des activités minières responsables, "en amitié avec l'environnement". L'environnement est une question très sensible. Surtout que les gens ne sont pas habitués aux mines et pensent qu'elles polluent forcément » explique David Telez, dans un mélange de candeur et d'aveuglement. Et, de fait, les communautés refusent de s'habituer à la fatalité de la mine et de ses dégâts.

« On sait par expérience qu'il y aura un impact. Les responsables disent qu'il n'y aura aucun effet, mais ça n'existe pas un projet minier sans effet » assène Trevor Hirsche, ingénieur en environnement, installé depuis des années à Sucre, et conseiller technique du comité environnemental mis en place [9]. En l'absence d'étude d'impact socio-environnementale, pourtant un prérequis avant toute exploitation minière, et à la demande des communautés locales, il a réalisé, avec un économiste et un environnementaliste, une étude synthétique des risques socio-environnementaux du projet minier Casaya.

« Ma principale crainte concerne les résidus qui risquent de contaminer l'eau. Soixante communautés, dont les indigènes Puca Puca, entre huit et neuf mille personnes, dépendent de l'eau de la rivière Chico. La mine prétend qu'elle ne réalisera sur place aucun travail de transformation des minerais et, qu'en conséquence, il n'y aura pas de pollution [10]. Mais même si on s'en tient à l'extraction, l'énorme quantité de roches et de terres déplacés contient nombre de produits et de minerais toxiques ou potentiellement toxiques, tel que la pyrite, du fait de leur acidité et des modifications naturelles. Sans compter que cette masse de "déchets" peut dévier le flux de la rivière, voire, avec les pluies, se diluer et contaminer l'eau ».

Mais de toute façon, le mal sera fait en amont, avertit Roman Villa, l'un des dirigeants communautaires de la région. « Déjà aujourd'hui, il y a moins de poissons à cause de la pollution provenant des eaux usées de Sucre. Avec la mine, il risque de ne plus y en avoir du tout. En plus, dès que les gens sauront que la production de légumes provient d'une zone minière, le prix et la consommation vont baisser ». Les habitants n'auront plus confiance en la qualité des légumes. Cela, les communautés le savent aussi par expérience.

L'exemple de Yotala, une municipalité où se rejoignent diverses eaux usées en provenance de Sucre, en témoigne. À l'heure actuelle, la municipalité et l'ONG Funddasur mettent en œuvre des activités de production écologique alternative, alimentées par un système d'irrigation puisant à d'autres sources d'eau, pour démontrer la possibilité d'une activité agricole sur place, convaincre les consommateurs de la qualité des produits, et, enfin, redonner un avenir à une municipalité, mise à mal par l'absence de politique de gestion des déchets [11].

L'Autorité juridictionnelle administrative minière (AJAM), sensée réguler l'activité minière, a dès le départ pris le parti de Casaya, donnant des informations fausses, notamment sur l'absence de risque, et affirmant que le projet minier se mettrait en place, que les communautés s'y opposent ou non. Responsable de l'organisation de la consultation préalable, elle voulait limiter cette consultation à seulement trois communautés, et non à l'ensemble de celles concernées. D'où les mobilisations pour empêcher cette consultation tronquée.

Difficile aussi de comprendre que le plan opérationnel de Casaya ait été validé. Le budget, dérisoire (150.000 boliviens, soit un peu moins de 19.000 euros), est irréaliste, et ne prévoit pas une série de coûts (transport, une partie du personnel, etc.). D'où la suspicion qu'il existe d'autres acteurs et intérêts derrière ce projet. Mais le plus grave est que l'AJAM viole ses propres normes et la loi minière elle-même : aucun projet minier ne peut être mis en œuvre sans une étude d'impact socio-environnemental préalable, et, de toute manière, les terres qui jouxtent des sources d'eau (comme c'est le cas ici) constituent des zones d'exclusion minière.

## LA FICTION DU DÉVELOPPEMENT

« La situation économique du pays est en réalité assez délicate » prévient Roxana Liendo, experte en développement rural et changement climatique, qui fut vice-ministre du développement rural dans le premier gouvernement d'Evo Morales (2006-2010) [12]. « Une situation non reconnue par le gouvernement, qui veut donner une image d'investissements et de stabilité. Mais c'est une fiction. Une fiction qui repose sur une stratégie suicidaire de développement, axée sur l'exploitation des ressources naturelles ». Et une fiction qui peine à se maintenir.

Plus des trois-quarts du gaz bolivien (de même que le zinc) était destiné à l'Argentine et au Brésil en 2017 [13]. Or, les ventes de gaz à ces deux pays a été revue à la baisse. De manière générale, la stratégie économique de la Bolivie soulève des problèmes de dépendance multiple : envers quelques matières premières (l'or le gaz, le zinc et l'or représentent près de deux tiers des exportations) aux prix fluctuants, sur lesquels il n'exerce aucun contrôle, et envers quelques pays (un tiers des exportations sont destinées au Brésil et à l'Argentine ; 21% des importations proviennent de la Chine) [14].

« Le gouvernement n'a pas voulu ou pas pu tirer profit de la situation avantageuse du pays : une grande superficie avec une population peu nombreuse, des écosystèmes très variés, la possibilité de produire localement une alimentation riche et diverse ». Plutôt que de servir à l'industrialisation et à la diversification économique, le boom des matières premières a accentué le caractère extractiviste du pays. Et a piégé un peu plus la Bolivie dans une division internationale du travail où elle exporte des ressources naturelles et importe des biens manufacturés [15]. Le secteur minier est d'autant plus affecté qu'il échappe largement à l'État. Ce dernier ne récupère qu'autour de 10% des revenus générés par l'extraction minière, estimés entre 2,5 et 3,6 milliards de dollars annuellement [16].

Une telle situation provoque un cercle vicieux. L'extraction augmente pour palier la chute des prix sur le marché international, les normes environnementales sont assouplies, la consultation des communautés contournée, les hydrocarbures et l'activité minière décrétés d'utilité publique ou priorité nationale, et les conflits socio-environnementaux s'aggravent en conséquence. Cela encourage également la migration rurale, qui s'apparente plus, selon Roxana Liendo, à une ruralisation des villes, car les phénomènes de précarité, d'insécurité, de déficience des services publics se reproduisent en milieu urbain. Et met à mal l'environnement. Sous le masque écologique de la Pacha Mama, la Bolivie est l'un des trois pays les plus pollués au monde par le mercure, utilisé pour l'extraction de l'or (en 2013, on estimait que 120 tonnes de mercure entraient annuellement dans le pays).

Est-ce le prix à payer pour l'éradication de la pauvreté ? Définitivement non pour Roxana Liendo. « Beaucoup de gens sont sortis de la pauvreté, mais c'est une sortie précaire car elle dépend des allocations (bonos), qui sont déliées de l'emploi et de la structure productive ; le premier demeure largement informel ; le second, peu diversifié ». Elle s'attend à des mesures impopulaires après les élections d'octobre 2019 [17], et ce quel que soit le candidat élu, Evo Morales (qui se représente, malgré la victoire du « non » au référendum de 2016 [18]) ou un autre. Au vu de l'endettement et du déficit de la balance commerciale depuis 2015, il sera impossible de maintenir plus longtemps la fiction de cette stabilité.

## UNE PAUSE ÉCOLOGIQUE

« L'État n'est peut-être pas obligé de nous écouter, mais il est obligé d'écouter la loi et la Constitution » assure Santiago Yupari. La stratégie actuelle des communautés, notamment indigènes, pour résister au projet de Casaya, est donc de rester mobilisées et d'appeler au respect et à l'application de la loi et de la Constitution. Une Constitution approuvée en 2009, et pour laquelle ils se sont battus. « Malheureusement, quand il y a de l'argent en jeu, même les lois peuvent changer » prévient-il.

L'espoir réside dans la mobilisation. « C'est la première fois en trente ans que j'ai vu une marche de 10.000 personnes pour s'opposer à un projet minier ! » [19] affirme Santiago Yupari. Les communautés indigènes et paysannes de Rio Chico demandent dès lors une 'pause écologique', qui soit inscrite dans une vision à long terme. Une revendication qui vaut en réalité pour tout le territoire national. Mais, pour être effective, cette pause doit se doubler d'une (ré)activation et de la mise en œuvre d'une stratégie alternative ; une stratégie qui sature d'autant plus les textes et discours officiels, qu'elle demeure en suspens, ne servant qu'à alimenter la fiction d'un développement alternatif et durable, et à occulter une pratique néoextractiviste similaire à l'ensemble du continent.

## Frédéric Thomas

### Notes

[1]Entretien réalisé à Sucre le mercredi 26 juin 2019.

[2]Lire notamment Laurent Delcourt, La Bolivie d'Evo : des idéaux indianistes à la realpolitik néodéveloppementiste, 2 mars 2016, <https://www.cetri.be/>.

[3]Par « extractivisme », nous entendons, selon la définition minimaliste d'Eduardo Gudynas, l'exploitation intensive de ressources naturelles peu ou pas transformées, à destination de l'exportation.

[4]Fundación Jubileo, Serie debate publico n°66, Reporte de las industrias extractivas en Bolivia, 2018, <https://jubileobolivia.com/>.

[5]Fundación Jubileo, Serie debate publico n°67, Corporación minera de Bolivia, Comibol. Desempeño y desafíos actuales, 2018, <https://jubileobolivia.com/>. Sauf indications contraires, les chiffres proviennent de ce rapport.

[6]Voir Correo del Sur, « Minería : Las regalías de Chuquisaca crecieron en un 700% en diez años », 23 octobre 2018 ; et « Gobernación vuelca mirada a la minería », 9 janvier 2019, <https://correodelsur.com/>. Entretien réalisé à Sucre le jeudi 27 juin 2019.

[7]Entretien réalisé à Sucre le jeudi 27 juin 2019.

[8]Ce programme de production propre et d'économie sociale et solidaire est appuyé par l'ONG belge Solsoc : <http://pasosbolivia.org/proyectos/econom-a-limpia-y-solidaria-en-el-distrito-7-sucre>. Que ce soit ici l'occasion pour moi de remercier l'agronome Adela Palacios de l'Institut Pasos, qui m'a servi d'intermédiaires pour nouer divers contacts.

[9]Entretien réalisé à Sucre le mercredi 26 juin 2019.

[10]Tous les minerais extraits dans la région de Chuquisaca devraient être transportés jusqu'à Potosi, pour être vendus puis exportés.

[11]Voir le Plan opérationnel 2019 de Yotala, [https://www.yotala.site/uploads/documento/poa-2019\\_03b3aea56f67f66.pdf](https://www.yotala.site/uploads/documento/poa-2019_03b3aea56f67f66.pdf).

[12]Entretien réalisé à La Paz le mardi 2 juillet 2019. Lire notamment de Roxana Liendo, « Bolivie : Vivir Bien, « évisme » et division des mouvements sociaux » dans Alternatives Sud – État des résistances dans le Sud : Amérique latine, vol. XXIV – 2017, n°4, <https://www.cetri.be/>.

[13]Fundación Jubileo, Serie debate publico n°66, Reporte de las industrias extractivas en Bolivia, 2018, <https://jubileobolivia.com/>.

[14]Voir <https://oec.world/en/profile/country/bol/>.

[15]Sur l'enjeu de l'industrialisation versus primarisation des économies, voir le numéro de juin 2019 d'Alternatives Sud : Quêtes d'industrialisation au Sud, <https://www.cetri.be/>.

[16]Fundación Jubileo, Serie debate publico n°67, Corporación minera de Bolivia, Comibol. Desempeño y desafíos actuales, 2018, <https://jubileobolivia.com/>. De plus, l'État se contente le plus souvent de vendre les minerais tels quels au secteur privé, qui les traite, en générant une plus-value, pour les revendre sur le marché international.

[17]Des élections présidentielles et parlementaires se tiendront le 20 octobre 2019.

[18]Plus de 51 % des Boliviens s'étaient prononcés le dimanche 21 février 2016 contre la réforme de la Constitution qui devait permettre à Evo Morales de briguer un quatrième mandat. Voir Laurent Delcourt, « Bolivie : un moment de rupture », 21 juillet 2016, <https://www.cetri.be/>.

[19]Lire notamment « Ciudadanos del distrito 6 y 7 no permitieron la "consulta previa" que pretendía la AJAM », 5 octobre 2018, <https://www.acl.org.bo/>.

**Avis de non-responsabilité :** Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.